

11/10/2025

Précisions sur la tardiveté supposée du recours

Dossier 2310382-4 -audience du 14 octobre 2025

Preuves des accusations infondées soulevées par l'avocat

Nous nous étonnons de recevoir cette objection pour tardiveté, deux ans après avoir déposé ce recours. Nous espérons que le Tribunal ne se laissera pas abuser par ces erreurs de l'avocat de la commune. Nous demandons au Tribunal de bien vouloir examiner sur le fond ce dossier et ses irrégularités de droit.

Marie-France ROCHARD

BIEN VIVRE AU BOIS-D'OINGT ET EN PAYS BEAUJOLAIS

Procès-verbal séance du conseil municipal de Val d'Oingt du 18-7-2023 approuvé le 3-10-2023 et publié le 22-11-2023

✕

i

Le Procès-Verbal de la séance du conseil du 18 juillet 2023 a été publié au plus tôt le 4 octobre 2023, après qu'il ait été voté par le conseil municipal le soir du 3 octobre 2023 .

DOC ANNEXES : Annexe_compressed.pdf

1 sur 102 Page entière

Maitre d'ouvrage :

Val d'Oingt
Municipalité Pierre Pichat

Commune de VAL D'OINGT
1, Avenue du 8 mai 1945 - LE BOIS D'OINGT - 69620 VAL D'OINGT
Tél : 04.74.71.60.51 - Fax : 04.74.71.84.20 - Mail : mairie@valdoint.fr
Web : <http://valdoint.fr>

Réhabilitation de la Maison PICHAT
42 rue du 11 Novembre – Le Bois d'Oingt –
69620 VAL D'OINGT

AVANT PROJET DEFINITIF

Maitre d'œuvre :

E.U.R.L. D'ARCHITECTURE Sébastien CHOLET
ARCHITECTURE INGENIERIE

115 Route de Saint Laurent
Les Adresses - 69150 LONDES-SAINT-ETIENNE
Tél : 04 74 75 23 00
E-Mail : sebastien@cholet-architecte.fr
Site : www.cholet-architecte.fr

Numéro du plan : Indice :

Dossier n° : DATE : 09/10/2023

SCHELLE :

APD

Economiste

Sart SEIGNY Joël
ECONOMISTES de la CONSTRUCTION
Place de l'Obélisque - 69150 LONDES-SAINT-ETIENNE
Tél : 04 74 75 23 00
Email : sebastien@cholet-architecte.fr

BET Fluides

drômo fluides
SARL - 1 rue Adolphe
42010 MONTDONNÉ-LES-BAINS
Tél : 04 77 54 85 00
Fax : 04 77 54 47 54

BET Structure

BATIMENT
3 rue de la République - 69150 LONDES-SAINT-ETIENNE
E-mail : batiment@cholet-architecte.fr
Tél : 04 75 85 85 85

Informations sur le document

Titre

Annexe_compressed.pdf

Objet

Réhabilitation de la Maison Pichat - AVD

Date du Document

10/10/2023

Date debut affichage Public

08/10/2023

Date fin affichage Public

12/12/2023

Documents associés

Les pièces annexes qui sont indispensables à la compréhension de la décision prise, comprennent en particulier le dossier de l'Avant Projet Définitif dressé par l'architecte. **Elles ont été mises en ligne le 8-10-2023.**

J'ai pu les consulter à ma demande à la mairie sur la version imprimée conservée à la mairie le 10-10-2023.

: Procès-verbal de séance du Conseil Municipal du 2023-10-03

— + Page entière ▼

PROCÈS VERBAL
RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
Mardi 3 octobre 2023

Le Conseil Municipal de VAL D'OINGT s'est tenu en session ordinaire le mardi 3 octobre 2023 à 19h30, salle du conseil municipal en Mairie du Bois d'Oingt, Val d'Oingt, sous la Présidence de Pascal TERRIER, Maire de Val d'Oingt.

• **Appel des membres du Conseil :**

Présents-es : Pascal TERRIER, Roland CHARDON, Delphine LAVAL, Hervé PERRIER, Catherine MOINE, Claude CHEMELLE, Anne-Virginie GIROD, Alain PRAT, Agnès CHARRÉ, Patrice GALLIEN, Marie-Christine HUMBERT-SUDIN, Jocelyne SAMBARDIER, Emmanuel MONTABONE, Cécile BUDIN, Cédric DEL SOLLE, Marion KAPP, Thomas CHIGNIER, Alain VAN DER HAAM, Véronique MONTET, Nathalie WEIL, Pascal PAPILLON, Philippe PROIETTI, Dominique MÉCHIN, Benjamin RICHARDIER et Catherine THILLET-FOUR.

Absents-es représentés-es : Jean-Yves GRANDCLÉMENT (pouvoir donné à Claude CHEMELLE), Céline DUPERRAY (pouvoir donné à Agnès CHARRÉ), Audrey DEPOUILLY (pouvoir donné à Pascal TERRIER), et Jean-Michel DUMONT (pouvoir donné à Véronique MONTET).

Absents-es : Aucun

Soit 25 présents-es, 4 absents-es dont 4 procurations, soit 29 votants. Le quorum est donc atteint.

• **Secrétaire de séance :** Anne-Virginie GIROD est nommée secrétaire de séance, fonction qu'elle accepte.

Avant l'étude de l'ordre du jour, M. le Maire invite l'assemblée à un moment de recueillement en mémoire de M. Denis PACARD.

M. Denis PACARD ayant été élu par scrutin de listes aux dernières élections municipales de 2020 (liste Engagés pour unir), il convient donc de le remplacer par le ou la candidat-e venant sur la liste immédiatement après le dernier élu. C'est donc à Mme Catherine THILLET-FOUR que revient le droit d'intégrer le conseil municipal, fonction de conseillère municipale qu'elle

1
Procès-verbal 03.10.23
Acte publié et certifié exécutoire le 22/11/2023
Pascal TERRIER, Maire de la commune

Type d'acte
Procès-verbal de séance du Conseil Municipal

Numéro d'acte

Objet
PROCÈS VERBAL RÉUNION DU
CONSEIL MUNICIPAL Mardi 3 octobre
2023

Date de l'acte
03/10/2023

Date debut affichage Public
22/11/2023

Date fin affichage Public
23/01/2024

Le Procès-verbal de la réunion du 3 octobre 2023 a été publié pour le public au plus tôt le 4 octobre 2023, mais l'affichage est annoncé sur le site de la commune **à partir du 22 -11-2023** jusqu'au 23-1-2023. Il approuve le Procès-verbal de la séance du 18 juillet 2023.

La date du dépôt du recours de l'association = envoyé au Tribunal administratif le 1 décembre 2023, il a été **enregistré le 3 décembre 2023**.

Il est bien déposé dans les délais des deux mois de la publication à destination du public (avant le 4 décembre 2023 et même bien avant le 23 janvier 2024).

La commune essaye d'argumenter sur une publication qui aurait été réalisée le 17-8-2023 avec un tampon et une signature du maire comme exécutoire le 17-8-2023. C'est impossible.

A cette date du 17-8-2023, le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 18 juillet 2023 n'avait pas été approuvé par les conseillers municipaux. Il n'était pas publiable.

1- Tromper l'association le 26 juin 2024 ?

et ne pas tenir compte de sa réponse du 26 juillet 2024 .

Le Mémoire en défense de l'avocat de la commune du 26 juin 2024 comprenait déjà cette erreur et nous y avons répondu en confrontant les dates.

Nous pensions la question réglée et voici que cet argument revient au Tribunal administratif.

L'argumentation de la commune, dans son chapitre 1-2

1-2- la tardivité du recours **de son texte du Mémoire en défense du 26 juin 2024**, avec un tampon signé du maire, Pascal Terrier, confond l'envoi en préfecture le 30-7 (noter le délai très important de 12 jours depuis le 18 -7) pour accomplir l'envoi obligatoire, attesté par un tampon du maire et une publication supposée ? qui aurait été faite à la même date.

Il est surprenant que le maire se soit trompé à ce point, en juin 2024, car il engage sa parole dans ce texte de l'avocat.

(Voir ci-dessous l'extrait en capture d'écran du Mémoire en défense de l'avocat de la commune du 26-6-2024)

1.2. La tardiveté du recours

6. En droit, l'article R.421-1 du code de justice administrative prévoit notamment que :

« La juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. »

Dossier 4311283021 PAL / VAL D'OINGT - MAISON PICHAT
TA Lyon - 2310382 - Mémoire en défense
26 juin 2024

18, rue Mangini, CS 99172, 69263 Lyon cedex 09
Tél. 04.72.85.70.00. / Fax. 04.72.85.70.39
pierre-andre.lamouille@fidaf.com

page 5 / 13

S'agissant d'une délibération du conseil municipal, le requérant doit donc agir dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision.

7. Au cas présent, il ressort des visas de la délibération du 18 juillet 2023 que celle-ci a fait l'objet :
- d'une transmission au contrôle de légalité le 30 juillet 2023
 - d'une publication le 17 août 2023.

Envoyé en préfecture le 30/07/2023
Reçu en préfecture le 30/07/2023
Publié le
ID : 069-200065274-20230718-DEL_2023_057-DE

Et

Acte publié et certifié exécutoire le 17/08/2023
Pascal TERRIER, Maire de la commune

Extraits Délibération 18 juillet 2023, pièce n° 2

Tout recours contre la délibération du 18 juillet 2023 devait donc impérativement être enregistré **au plus tard le 17 octobre 2023**.

La requête déposée le 3 décembre 2023 est tardive.

Les arguties de l'association requérante relatives à la mise en ligne du projet d'APD sont totalement inopérantes sur le point de départ du délai contentieux.

Le recours sera déclaré irrecevable.

L'association avait répondu à ce Mémoire en défense par une Réponse du 26-7-2024- p.3- la tardiveté

Remarque : Le tribunal disposait de ce texte dans le dossier qui liste l'historique pour l'audience publique du 14/10/2025.

Il a pu en prendre connaissance et peut le relire maintenant dans notre extrait ci-dessous que nous mettons à sa disposition.

Réponse BVABO :

« le point 1.2 du Mémoire. **Notre requête a été faite dans les délais et notre recours n'est pas tardif.**

L'intitulé du recours présenté par l'association le 3 décembre 2023 était celui-ci : « **Recours contentieux contre la délibération du Conseil municipal de Val d'Oingt du 18 juillet 2023 intitulée** « Avis du Conseil municipal relatif au projet de réhabilitation de la Maison Pichat ». **Il faisait également référence au Procès-verbal de cette délibération tenue en réunion publique.**

Nous avons bien noté sur l'arrêté de délibération de la commune, le tampon de la date d'envoi à la préfecture, le 30 juillet 2023 et la date de publication administrative de l'arrêté du 18 août. Mais ces dates ne concernent pas notre recours : le public n'est pas encore informé à ces dates du contenu du Procès-verbal.

Le procès-verbal de la séance du conseil municipal accompagné des **rapports au vu desquels la délibération a été prise**, et la date à laquelle ils ont été rendus publics, servent de référence pour l'information du public

(Article L2121-15 du code général des collectivités).

« *Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le maire et le ou les secrétaires.*

Il contient la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du conseil municipal présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance. Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, et un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public. L'exemplaire original du procès-verbal, qu'il soit établi sur papier ou sur support numérique, est conservé dans des conditions propres à en assurer la pérennité ».

*Nous rappelons le processus utilisé par la commune de Val d'Oingt qui ne publie les procès-verbaux de ses séances qu'après le vote de leur approbation à la séance suivante du Conseil municipal, ce qui est conforme à la loi, mais repousse la prise de connaissance par le public de plus d'un mois après la séance concernée. Notre requête du 3 décembre n'est pas tardive comme l'affirme la commune : elle intervient moins de deux mois après le 4 octobre, date de **la publication en ligne sur le site de la commune du Procès-Verbal, puis du Rapport qui devait l'accompagner.***

*Ce rapport comprenait, en particulier, **les plans de l'APD** (Avant-projet définitif) préparés par l'architecte) ».*

2- Vouloir tromper le Tribunal administratif en octobre 2025 ?

On peut se poser la question.

La requête déposée le 3 décembre 2023 est tardive.

Les arguties de l'association requérante relatives à la mise en ligne du projet d'APD sont totalement inopérantes sur le point de départ du délai contentieux.

Le recours sera déclaré irrecevable.

Ça n'est qu'à titre subsidiaire que la commune poursuivra sa discussion.


Impossible de ressortir ces fausses informations

Concernant le départ du délai contentieux

Nous joignons copie des deux documents légaux :

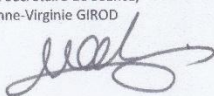
A- la liste des délibérations du conseil municipal du 3 octobre 2023 signée du maire et d' Anne-Virginie Girod

Affichée le 9-10-2023




LISTE DES DÉLIBÉRATIONS Conseil Municipal du 3 octobre 2023			
Affichée le 09/10/2023			
NUMÉRO DÉLIBÉRATION	EXAMINÉE LE	OBJET	DONT ACTE OU APPROUVÉE OU AVIS FAVORABLE OU REFUSÉE
DEL-2023-065	03/10/2023	Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 18 juillet 2023	Approuvée
DEL-2023-066	03/10/2023	Signature d'une convention de partenariat dans le cadre de la mise en place du PASS CULTURE	Approuvée
DEL-2023-067	03/10/2023	Politique du stationnement payant sur voirie – Tarification du stationnement à Oingt	Approuvée
DEL-2023-068	03/10/2023	Indemnité d'occupation pour un logement occupé par Mme R. situé au 5 espace Claude Rouet à Oingt	Approuvée
DEL-2023-069	03/10/2023	Acquisition d'une parcelle départementale dans le cadre de l'appel à projets d'aménagements environnementaux « le marathon de la biodiversité »	Approuvée
DEL-2023-070	03/10/2023	Acquisition communale de la parcelle AE 190 située au 153 rue Biolay	Approuvée
DEL-2023-071	03/10/2023	Echange des parcelles cadastrées AB 27 et AB 28	Approuvée
DEL-2023-072	03/10/2023	Acquisition communale de la parcelle cadastrée AC 227	Approuvée
DEL-2023-073	03/10/2023	Adoption du projet de modification du plan de zonage de l'assainissement des eaux usées	Approuvée
DEL-2023-074	03/10/2023	Adoption du projet de plan de zonage d'assainissement des eaux pluviales	Approuvée
DEL-2023-075	03/10/2023	Décision modificative n°3	Approuvée
DEL-2023-076	03/10/2023	Versement d'une subvention communale à l'association Azergues Haidong Gumbo	Approuvée
DEL-2023-077	03/10/2023	Versement d'une subvention communale à l'association Val d'Oingt Commerçants Artisans	Approuvée
DEL-2023-078	03/10/2023	Proposition de remise de loyer pour la location du bar le Saint Laurent	Approuvée
DEL-2023-079	03/10/2023	Création d'un emploi non permanent pour un accroissement temporaire d'activité – Recrutement d'un chargé de projets culturels	Approuvée

La Secrétaire de Séance,
Anne-Virginie GIROD



Le Maire,
Pascal TERRIER

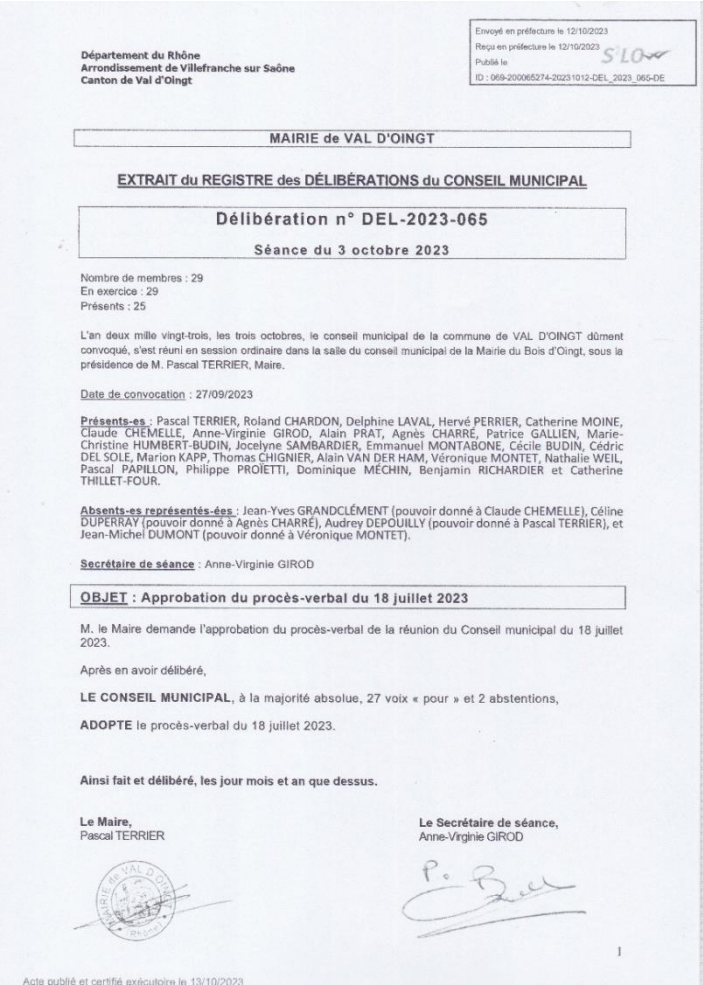


1

B- Et l'extrait du registre des délibérations DEL 2023-065- approbation du conseil du 3 octobre 2023.

Envoyé en préfecture le 12-10-2023

2310382 - reçu le 11 octobre 2025 à 22:13 (date et heure de métropole)



Nous nous étonnons de recevoir cette objection pour tardiveté, deux ans après avoir déposé ce recours. Nous espérons que le Tribunal ne se laissera pas abuser par ces erreurs de l’avocat de la commune. Nous demandons au Tribunal de bien vouloir examiner sur le fond ce dossier et ses irrégularités de droit.